

Initiatives ministérielles

toute faite d'avance. Ils veulent créer. Il avait donc mis au point plusieurs façons de créer son propre repas avec un peu de ceci et un peu de cela, de sorte que les gens pourraient préparer leur repas en route vers leur domicile.

Il avait évidemment besoin de bonnes installations de réfrigération, de matériel et le reste pour réaliser son projet. Il avait préparé pour les banques les plans de trois succursales éventuelles qui auraient créé une douzaine de nouveaux emplois. Il est allé dans une banque et a lu tous les dépliants de la Banque fédérale de développement. Il répondait à tous les critères. Il a rempli sa demande et l'a fait vérifier par des gens compétents. Il s'est présenté à la Banque fédérale de développement, mais sa demande a été refusée.

La personne qui a étudié la demande de prêt n'a même pas eu le courage de s'asseoir avec l'intéressé et de lui dire pourquoi sa demande avait été rejetée. La décision a été communiquée par lettre, par l'entremise d'une autre personne. N'est-ce pas terrible?

Le gouvernement veut créer des emplois et il veut faire augmenter le nombre de petites et moyennes entreprises au pays. Comment y parviendrons-nous avec ce genre d'attitude de la part de nos banques? Il s'agit ici d'une banque gouvernementale. Nos banques doivent pourtant bien avoir une responsabilité sociale.

En tant que Canadiens, nous avons des devoirs et des responsabilités envers notre pays. Compte tenu des millions, voire des milliards de dollars de profit qu'elles réalisent, les banques ont sûrement le devoir et la responsabilité de sauver notre merveilleux pays. Elles peuvent le faire en aidant à créer des emplois, c'est-à-dire en favorisant la création de nouvelles entreprises. Il est évident que les banques vont parfois subir des pertes relativement à une entreprise donnée; cela fait partie des risques du monde des affaires.

Lorsque l'économie va bien, les banques n'hésitent pas à prendre des risques. Elles prêtent au maximum, comme elles l'ont fait dans le cas des agriculteurs et d'autres, mais lorsque l'économie connaît une période difficile, elles retirent toutes leur appui. Elles exigent le remboursement des prêts consentis. Elles ne se préoccupent guère du sort de familles entières, que celui-ci soit lié à l'exploitation d'une ferme ou d'une petite entreprise.

Il est grand temps que la Chambre envoie le message suivant d'un bout à l'autre du pays: «Réveillez-vous les banques. Vous êtes des entreprises canadiennes. Faites votre devoir. Acquittez-vous de votre responsabilité sociale envers le Canada.»

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de Parkdale—High Park de ce qu'il a dit tout à l'heure au sujet du rôle que les petits et moyens entrepreneurs jouent par rapport au dynamisme économique de notre pays.

Ces modifications à la Loi sur les prêts aux petites entreprises, qui a été adoptée en 1961 et qui a, depuis, été constamment examinée et modifiée, sont importantes, car elles permettent au gouvernement et aux entreprises de s'adapter aux conditions du marché. Ce projet de loi dont nous discutons à la Chambre est une occasion de passer de la parole aux actes. Si je dis cela, c'est parce que les députés de tous les partis, notamment ceux du parti ministériel, nous tiennent de beaux discours depuis un certain nombre d'années et disent que le réseau des petites entreprises canadiennes est le pivot, la pierre angulaire ou, si vous préférez, le fondement de notre économie et qu'il est le plus grand producteur, créateur et innovateur au chapitre de l'emploi et sur le plan technique. Pourtant, après avoir examiné chaque budget fédéral, après avoir étudié les documents que les pages nous apportent, après avoir pris quelques jours pour faire une analyse, après avoir examiné ces brochures très colorées qui parlent en termes élogieux du réseau de petites entreprises et après avoir reçu à son bureau de circonscription l'appel d'un petit entrepreneur du coin qui a besoin d'aide, on constate que rien de concret n'accompagne ces beaux discours.

À mon avis, nous avons maintenant l'occasion non seulement de parler aux petits entrepreneurs, mais aussi de faire quelque chose pour eux, pour ceux qui sont disposés à prendre des risques pour créer de petites entreprises ainsi que pour ceux qui continuent de faire fonctionner leur moyenne entreprise à partir de leur sous-sol et qui n'attendent que l'occasion de se tailler une place de choix sur les marchés. Cela s'impose en raison de la récession qui a frappé ma région, le Grand Toronto, ainsi que la province de l'Ontario. À Toronto seulement, il y a aujourd'hui 185 000 emplois de moins qu'au début de la récession. Malheureusement, cela est en grande partie attribuable à l'échec du secteur de la petite entreprise que le gouvernement a laissé tomber.

Dans ma circonscription de York-Ouest et ailleurs, les secteurs industriel et commercial sont majoritairement composés de petites et moyennes entreprises. Celles-ci sont en difficulté et demandent de l'aide depuis longtemps. Le gouvernement reste pourtant sourd à leurs demandes. Il accorde beaucoup d'attention aux grandes entreprises, et nous savons le rôle qu'elles ont joué pour le gouvernement actuel, lors de la dernière campagne électorale. Nous connaissons les liens étroits qui existent entre les deux.

Je ne veux pas reprocher aux chefs de grandes entreprises qui ont commencé dans leur sous-sol ou en louant un local de 1 000 pieds carrés et en faisant travailler leur famille sept jours par semaine d'avoir réussi. Dieu les bénisse.

Cela ne donne toutefois pas le droit au gouvernement, lorsqu'il parle des entreprises et qu'il se dit leur défenseur, d'exclure cet important secteur des petites et